



## FRANCE

## A Evreux, le premier service national universel cherche son identité

Deux mille jeunes de 15 et 16 ans effectuent le « séjour de cohésion » du SNU dans la préfecture de l'Eure

EVREUX (EURE) - *envoyée spéciale*

**I**l est 7h30, ce lundi 17 juin, à Evreux (Eure), lorsque les 136 jeunes « appelés » du service national universel (SNU) lèvent les couleurs pour la première fois, sur le campus verdoyant du lycée Aristide-Briand, où ils passeront les douze prochains jours de ce « séjour de cohésion ». Cette cérémonie, largement inspirée des pratiques militaires, semble plonger les jeunes, âgés de 15 à 16 ans, dans une grande émotion.

Après avoir chanté *La Marseillaise* à l'unisson, ces jeunes lycéens de la Creuse, de l'Allier ou encore de Guyane (treize départements en tout) se répartissent pour leurs activités du jour. Au programme, des bilans de santé et de connaissances, mais aussi les premiers « modules » sur les « fake news », le système judiciaire, l'égalité filles-garçons. Les pauses sont consacrées aux jeux de ballon et aux « débriefs » avec les « tuteurs de maisonnée », des encadrants chargés de veiller sur un groupe d'une dizaine de jeunes. Le soir, l'ambiance est plus « colo » que « service ».

Le SNU, qui concerne 2 000 volontaires cette année et devrait, à terme, couvrir une classe d'âge entière (environ 800 000 jeunes), veut précisément mélanger ces trois cultures que sont l'école, l'armée et l'éducation populaire. Le recrutement des cadres s'est fait en ce sens : les tuteurs sont diplômés du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA), qui apportent clairement les codes de la « colo » à la vie du centre.

#### Ni l'école ni la « colo »

Les « chefs de compagnie » et leurs adjoints, eux, ont été recrutés avec un souci manifeste d'équilibre : certains sont réservistes, une bonne partie est issue du monde de l'animation. Dans l'équipe de direction, on trouve une enseignante d'anglais et un ancien colonel de l'armée de l'air.

Tous semblent s'être convertis assez vite à la « pédagogie active » qui consiste à « apprendre en faisant ». Ainsi, lors du pique-nique, mardi midi, trois jeunes filles viennent trouver le directeur adjoint, l'ancien colonel de l'armée de l'air Denis Patron. « *Les bouteilles en plastique, ça fait trop*

*de déchets* », déclare la plus déçue des trois. *Plutôt que d'en avoir deux par jour, on pourrait nous en donner une seule, qu'on remplirait nous-mêmes ensuite.* » Le colonel, sans se démonter : « *Excellent ! Vous êtes désormais responsable de ce projet sur l'usage et le recyclage des bouteilles, c'est à vous de le mettre en place et de faire passer le mot.* » En aparté : « *Je ne leur ai pas parlé des associations d'aide aux handicapés qui récupèrent les bouchons pour financer du matériel, parce que j'aimerais qu'elles y pensent toutes seules.* »

Les volontaires devront aussi trouver leur compte dans cet alliage inédit qui n'est ni tout à fait l'école, ni tout à fait un service volontaire (certains en ont déjà réalisé chez les pompiers), ni vraiment une colo. Les préférences divergent. Il y a les appelés intéressés par les métiers de la défense et de la sécurité, comme Alisée, qui avait imaginé quelque chose de « *plus strict* ». Ou encore les sportifs comme Sixtine, qui rêvait d'un « *parcours du combattant, où on rampe dans la boue et tout* ».

Il n'en sera rien, assure Florence Desjardins, directrice adjointe



chargée de la pédagogie du centre d'Evreux : « *C'est un service universel : il doit être accessible et inclusif. Des parcours de ce type, très durs physiquement, ne sont pas du tout au programme.* »

#### « Symboles républicains »

« *On vient surtout pour rencontrer de nouvelles personnes, qu'on n'aurait pas forcément croisées autrement* », rappelle Sacha. Cette envie sera sur toutes les bouches, y compris lors de la visite du secrétaire d'Etat à la jeunesse, Gabriel Attal, qui porte le projet. « *Il y a une envie très forte de sortir d'une jeunesse qui fonctionne trop*

*souvent en silo.* », a-t-il soutenu, lundi 17 juin, devant la presse.

Les organisateurs de la phase pilote du SNU répéteront à de nombreuses reprises qu'il s'agit d'un « test », qu'il faudra « évaluer les résultats »... Une mission de recherche a d'ailleurs été confiée à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Serait-ce cher payé pour un test ? Le SNU coûte 2 000 euros par participant, selon les chiffres avancés par le secrétariat d'Etat à la jeunesse. Soit 4 millions d'euros pour cette session, et 80 pour la suivante, qui devrait concerner 40 000 volontaires...

A terme, le service « vraiment » universel, qui sera obligatoire pour tous les jeunes d'une même tranche d'âge, devrait coûter 1,7 milliard d'euros. Une somme qui serait mieux employée ailleurs, selon ses détracteurs, comme Régis Juanico, député (PS puis Génération. s) de la Loire, fermement opposé à ce projet « *redondant avec le service civique* », et dont il craint qu'il ne siphonne les finances déjà exsangues. Le SNU empiète en outre sur d'autres enjeux : « *On nous dit qu'il doit recréer de la mixité sociale, mais ça, c'est la mission de l'école, et c'est sur cela qu'il faudrait mettre le paquet!* », s'insurge encore le député.

A Evreux, lors de l'atelier « symboles républicains », qui réunit un groupe de garçons assis en rond sur la pelouse, l'un d'entre eux tente de répondre à la question « *pourquoi avons-nous besoin d'un SNU?* ». « *Pour retrouver quelque chose qu'on a perdu* », avance-t-il timidement. « *Et qu'est-ce qu'on a perdu?* », interroge l'animateur. « *Bah, la fraternité!* » L'avenir dira si cette recette l'emporte sur toutes les autres. ■

VIOLAINE MORIN

## Le tirage au sort des « appelés » à l'étude

En 2019 et 2020, le SNU ne concernera que des volontaires, près de 40 000 l'année prochaine. Quid des années suivantes ? Car si le service sera obligatoire – soit 800 000 jeunes concernés en 2026 –, la montée en charge pour accueillir tout le monde sera forcément longue. D'où l'idée de sélectionner les « appelés ». Dans *Les Echos*, Gabriel Attal a évoqué la piste du tirage au sort, ou d'une sélection selon le mois de naissance des jeunes. Un projet de loi devra en tout cas graver dans le marbre l'obligation du SNU, « *sans doute* » en 2020, a précisé le secrétaire d'Etat à la jeunesse. « *Rien n'est privilégié. Tout va dépendre de la vitesse à laquelle le SNU se généralise, et cela non plus n'est pas arbitré* », indique-t-il au *Monde*.